



Département des Pyrénées-Atlantiques

VILLE D'OLORON STE-MARIE

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARR_24_28

ARRETE PORTANT AUTORISATION DE POSE D'ENSEIGNES

Adresse : 31 Boulevard des Pyrénées

DOSSIER N° AP : 064 – 422 -24 -0009

Déposé le 05 / 08 / 2024

Envoyé au ABF le 05/08/24

Par Madame ELORRI Sophie

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'OLORON SAINTE-MARIE

- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.581-18 et L.581-21, R.581-9 à R.581-16 et R.581-58 à R.581-65,

- **Vu** le décret n°2023 -1409 du 29 décembre 2023 portant modification de diverses dispositions du code de l'environnement relatives à la publicité, aux enseignes, aux préenseignes et aux paysages,

- **Vu** la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Haut-Béarn en date du 10 septembre 2020 approuvant la révision du règlement local de publicité,

- **Vu** la demande d'autorisation préalable enregistrée sous le n° AP 064 – 422 -24 -0009, concernant l'installation d'enseignes sur la parcelle BH474 au 31 Boulevard des Pyrénées, déposée le 05/08/2024 par l'Entreprise MUTAMI dont le siège principal est adressé au 70 boulevard Matabiau 31000 Toulouse, représentée par Madame ELORRI Sophie,

- **Vu** l'avis de l'architecte des bâtiments de France réputé favorable, sollicité dans le cadre de l'article R.581-16 du code de l'environnement, sur l'installation d'enseignes sur les façades d'un immeuble situé au 31 Boulevard des Pyrénées,

Considérant que le projet de l'enseigne respecte le Règlement Local de Publicité,

ARRÊTE

Article 1 : L'autorisation d'installation d'enseignes sur la parcelle BH474 au 31 Boulevard des Pyrénées, objet de la demande susvisée est accordée.

Ces enseignes doivent respecter les prescriptions du Code de l'environnement et notamment l'article R.581-59 relatif aux obligations d'extinction des enseignes lumineuses ainsi que le Règlement Local de Publicité (RLP).

Article 2 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois suivant sa publication ou sa notification. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse au recours gracieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur l'Adjoint en charge de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l'Etat, notifié à l'Entreprise, représentée par Madame ELORRI Sophie, publié et affiché.

Fait à Oloron Sainte-Marie, le 10 octobre 2024

Le Maire

AFFICHÉ LE 11/10/2024





Bernard UTHURRY
